

gouvernements en quête de conseils ou d'analyses, en réponse aux groupes non gouvernementaux souhaitant être entendus, ou en vue d'établir des partenariats pour réaliser des programmes⁵.

Pendant ce temps, l'intérêt du grand public pour les questions commerciales grandissait également, étant entretenu – et alimenté – par la grande attention qu'accordaient les médias à la question et qui rehaussait à son tour le niveau de rhétorique, voire le degré de compréhension de ces questions⁶. Il s'est écoulé quelques années depuis que la politique commerciale a cessé d'être façonnée exclusivement par des technocrates chargés de conseiller le gouvernement et d'être négociée à l'intérieur d'une sorte de club, à l'abri de l'examen public grâce à la confidentialité diplomatique. Le retour de telles conditions est peu probable.

⁵ Le degré de participation des OSC aux consultations varie manifestement beaucoup d'une administration à l'autre. Le Canada applique depuis longtemps, en ce qui concerne la participation du citoyen à l'élaboration des politiques, une politique prévoyant diverses mesures allant de la simple consultation par les fonctionnaires au témoignage de particuliers et d'organisations devant des comités parlementaires. Un fait marquant concernant le partenariat entre le gouvernement et la société civile a été bien sûr l'avancement de l'interdiction des mines antipersonnel rendue possible par le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et une série d'organisations militantes de la société civile qui pouvaient compter sur un rayonnement international ainsi que sur leurs propres ressources financières et humaines, lesquelles étaient considérables.

⁶ Sylvia Ostry suggère que le manque d'intérêt général de la population à l'égard des négociations commerciales a persisté jusqu'à l'Uruguay Round inclusivement. Elle affirme que [TRADUCTION] : « La population ne s'intéressait guère aux négociations de l'Uruguay Round. Comme l'a dit le nouveau directeur général de l'OMC, Mike Moore, "l'Uruguay Round avait été engagé dans le silence de l'apathie publique". On aurait pu en dire autant des sept cycles de négociations précédents qui s'étaient déroulés depuis la création du GATT en 1948. » Voir « WTO: Institutional Design for Better Governance », de S. Ostry, *op. cit.*